



**VICE-RECTORAT
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
des ressources humaines**

Département des personnels de l'enseignement public
Immeuble VEHIARII
25 avenue Pierre Loti
BP : 1632
98713 Papeete - TAHITI

Le vice-recteur de Polynésie française,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat,

Vu les lignes directrices de gestion ministérielles relatives aux promotions et à la valorisation des parcours professionnels des personnels du ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports en Polynésie française, publiées le 29 avril 2022 au Journal Officiel de Polynésie française,

ARRETE

Article 1^{er} : Les adjoints techniques de recherche et de formation principal 2^{ème} classe dont les noms suivent sont promus au grade de **principal 1^{ère} classe des adjoints techniques de recherche et de formation** au titre de l'année 2023 :

NOM	PRENOM	AFFECTATION
AGODOR	Dayf	Lycée Diadème
ALVES	Temarama	Lycée hôtelier Tahiti
AYOU	Veronique	Collège Rangiroa
CORNU	Maurice	Lycée Paul Gauguin
CORSO	Delia	Collège Afareaitu
HATITIO	Edith	Collège Rurutu
HAUMANI	Teva	Lycée polyvalent Bora Bora
HOPUU	Albera	Collège Taravao
HUNTER	Serge	Lycée Uturoa
LAI MINK	Andriss	Lycée polyvalent Taravao
LEPEAN	Felix	Collège Mahina
MAIRAU	Viviane	Lycée polyvalent Taravao
MARII	Tepeva	Lycée professionnel Faaa
MARITERAGI	Jean	Collège Taravao
MOU SING	Thierry	Lycee professionnel Uturoa
PATER	Pascal	Collège Tahaa
PRATZ	Stefano	Lycee polyvalent Tuianu le Gayic
ROOPINIA-TAEA	Didier	Collège Hao
TEMANUPAIOURA	John	Collège Taaone
TEROU	Marlene	Collège Faaroa
TIAHAU	Leila	Lycée Paul Gauguin



**VICE-RECTORAT
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
des ressources humaines**

UEVA	Danny	Collège Papara
VERNAUDON	Gisele	Collège Papara

Article 2 : Le classement des intéressés dans leur nouveau grade fera l'objet d'un arrêté individuel.

Article 3 : Le présent arrêté est publié sur le site internet du vice-rectorat de Polynésie française et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de la signature dans les locaux du vice-rectorat, immeuble Vehiarii, 25 avenue Pierre Loti, 98713 Papeete (accueil).

Article 4 : Le secrétaire général du vice-rectorat de Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le **24 JAN. 2024**

Pour le vice-recteur et par délégation,
le directeur des ressources humaines

Anthony LEGENDRE



Nota :

- La part des femmes parmi les agents promouvables est de 41 %, la part des hommes est de 59 %.
- La part des femmes parmi les agents promus est de 39 %, la part des hommes est de 61 %.
- L'ancienneté moyenne de grade des agents promus est de : 9 ans 0 mois 25 jours

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision*. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
 - ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.
- Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

* 3 mois pour les personnes ne demeurant pas en Polynésie française et présentant leur demande devant le tribunal administratif de la Polynésie française et 4 mois pour les personnes demeurant à l'étranger